

29 MARS 2023

**Arrêté préfectoral portant suspension partielle d'activités du
pris à l'encontre de la société IDOINE LESCOUT,
dont le siège social est situé
484 chemin des Vignes, sur le territoire de la commune de LESCOUT**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7 et L. 171-8 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022, portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 février 1996 relatif à l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2007 portant agrément de l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2012 portant actualisation des prescriptions de l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2018 relatif au renouvellement d'agrément de l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société SARL CODINA et Fils au lieu-dit « En Payre » à LESCOUT ;

- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 30 avril 2021 autorisant la société IDOINE LESCOUT à succéder à la société CODINA et Fils dans l'exploitation d'une unité de stockage, de récupération de déchets métalliques et de métaux ainsi qu'une unité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, située 484 chemin des Vignes sur le territoire de la commune de LESCOUT ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 mars 2023 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 8 mars 2023, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 13 mars 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** qu'un incendie est survenu dans la nuit du 1^{er} mars 2023 à 4 heures 20 minutes dans le bâtiment de la société IDOINE LESCOUT à LESCOUT ;
- Considérant** que cet incendie a détruit le bâtiment d'entrepôt d'outillage ainsi qu'une partie du bâtiment des bureaux ;
- Considérant** que cet incendie a fragilisé la charpente métallique des bâtiments de manipulation des déchets métalliques ;
- Considérant** qu'une partie des eaux d'extinction d'incendie se sont déversées dans le réseau d'assainissement communal au Nord du site, le long de la voie communale d'accès à l'installation ;
- Considérant** que seules les activités d'entrepôt d'outillage et manipulation des déchets métalliques de la société IDOINE LESCOUT dans les bâtiments existants du site ne peuvent être reprises avant plusieurs mois, avant la reconstruction et l'aménagement de ces bâtiments conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel 6 juin 2018 susvisé.

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête

Article 1^{er} - Les activités d'entrepôt d'outillage et manipulation des déchets métalliques réalisées par la société IDOINE LESCOUT dans les bâtiments existants (voir plan en annexes), sise 484 chemin des Vignes sur la commune de LESCOUT, sont suspendues jusqu'à la reconstruction et l'aménagement de ces bâtiments conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé. Un dispositif de récupération des eaux d'extinction d'incendie sera intégré à cet aménagement au Nord du site. Les autres activités du site sont maintenues.

L'exploitant prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.

Article 2 – La remise en service du site d'exploitation fera préalablement l'objet d'une inspection par l'inspection des installations classées.

Article 3 – En cas de non-respect de la décision de la suspension prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des scellés pourront être apposés sur les installations objet de la présente décision, conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 5 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 - Mesures de publicité

Le présent arrêté est affiché par les soins du maire de Lescout dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de CASTRES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de LESCOUT sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDOINE LESCOUT.

Fait à Albi, le 29 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de CASTRES,



François PROISY

ANNEXES

